

OMAR EL SHAFÄI, UNIVERSITAIRE ET MILITANT DE GAUCHE ÉGYPTIEN :

«Une révolution du peuple qu'aucun parti ne doit confisquer»

Omar El Shafaï est un jeune universitaire égyptien, doctorant en droit international, militant très actif de gauche. Au moment où l'on réalisait cet entretien avec lui (jeudi dernier), la mobilisation du peuple égyptien ne faiblissait pas ; Moubarak s'accrochait désespé-

rément au pouvoir et les grandes puissances, notamment les États-Unis, sous la pression de la rue égyptienne, tentaient laborieusement et tout aussi désespérément de trouver au Raïs une sortie honorable. Rôle de l'armée, rôle des États-Unis dans cette conjonction

particulière, le régime Moubarak et Israël, les Frères musulmans, leur poids dans la société égyptienne et enfin sa vision du devenir de la révolution et des impératifs pour réussir cette étape : c'est autour de tous ces aspects que l'entretien a eu lieu.

De notre bureau de Paris, Khedidja Baba-Ahmed

Le soir d'Algérie : Que s'est-il passé en Égypte après que la rue égyptienne s'est trouvée investie par les marées humaines demandant le départ de Moubarak et la fin du régime actuel, des contre-manifestants demandent son maintien et semblent lui accorder toute leur confiance ?

Omar El Shafaï : En réalité, il s'agit de milices de la police secrète accompagnées d'hommes de main, y compris de criminels de droit commun. C'est une pratique du pouvoir actuel qu'il a d'ailleurs banalisée et dont il a recours lors de toutes les élections dans notre pays.

Ces voyous sont financés par des hommes d'affaires proches du pouvoir et malheureusement avec une certaine complicité de l'armée. L'on a observé, par exemple, que les attaques de ces individus se sont déroulées à l'aube, misant ainsi sur la fatigue de la population et qu'à ce moment-là, les chars se sont éloignés et ont laissé faire sous prétexte de neutralité.

Vous parlez de l'armée comme d'une entité homogène. L'est-elle réellement et est-elle totalement acquise à Moubarak ?

Les officiers et gradés moyens et les soldats sont du côté du peuple et solidaires de cette révolution. Mais, contrairement à la Tunisie, l'armée en Égypte n'est pas du tout indépendante du pouvoir et le haut commandement est tout à fait fidèle à Moubarak.

Le ministre de la Défense, un des quatre ministres qui ont gardé leur poste après le dernier remaniement, est là depuis 20 ans. Lors de la guerre civile en Algérie, par exemple, il déclarait à maintes reprises que «l'armée n'a pas uniquement pour fonction de défendre les frontières mais devait agir aussi sur le front interne». Tout le monde, naturellement, comprenait que ça voulait dire répression interne. Mais maintenant, face au degré surprenant de mobilisation, le porte-parole de l'armée a clairement signifié que l'armée en aucun cas ne réprimera ni ne s'attaquera au peuple. Il a même fait l'éloge de la révolution et du «peuple glorieux».

Cette nouvelle position de l'armée est-elle irréversible ?

En fait, la situation n'est pas décisive. L'armée prend clairement ses distances avec Moubarak. Au niveau inférieur, elle fraternise avec le peuple mais rien n'indique qu'il ne peut y avoir une certaine complicité au moins pour laisser faire.

Beaucoup d'observateurs considèrent que si Moubarak n'a pas quitté le pouvoir comme le demande la rue, c'est d'abord parce qu'il se sent en définitif soutenu personnellement par les États-Unis et d'autres pays notamment en Europe, qui s'accordent, apparemment tous, non pas à lui demander de partir, comme ils l'ont fait pour Ben Ali, mais plutôt que la transition se fasse au plus vite, sous-entendu sous sa gouvernance, ce qui contribue, apparemment, à ce qu'il reste encore aux manettes.

Si la mobilisation n'était pas aussi surprenante et forte, les grandes puissances, notamment les États-Unis, auraient pris clairement le parti de Moubarak. C'était d'ailleurs la position d'Obama au tout début des manifestations. Dans une de ses premières déclarations, après des généralités sur la liberté et la solidarité avec le peuple égyptien, il disait en gros que la stabilité est plus importante que la démocratie. Mais lorsque la mobilisation populaire a atteint près de 8 millions de citoyens, les États-Unis, comme l'armée prennent leurs distances avec Moubarak et sont passés au discours sur la transition.

Dans leurs déclarations, les officiels américains cultivent vraiment l'art de l'ambiguïté. Je pense cependant qu'ils ont compris que Moubarak est quasiment tombé mais contrairement à la Tunisie, l'importance géostratégique du Proche-Orient et la position de l'Égypte dans cette région font qu'il est plus facile de lâcher Ben Ali plutôt que Moubarak, qui est leur pièce maîtresse dans la région.

Cette position américaine est prise pour préserver les intérêts d'Israël et maintenir l'équilibre actuel. Quelle est votre analyse ?

La chute de Moubarak est pour Israël une quasi-catastrophe et je pèse mes mots. Lorsqu'il y a 3 jours, tout le monde commençait à lâcher Moubarak, Israël lançait un appel solennel aux gouvernants du monde pour garantir la stabilité du régime de Moubarak. Et ce n'est pas une surprise lorsque l'on sait que durant tout le règne de Moubarak et même quelques années avant lui, l'Égypte était un allié de taille des États-Unis au Proche-Orient.

Le régime de Moubarak a non seulement renforcé cette alliance à Israël mais aussi à la droite israélienne. Il faut se souvenir que l'Égypte a participé au blocus de Ghaza et continue à le faire au même titre qu'Israël. Tout aussi

scandaleux, sont les accords économiques avec Israël. L'Égypte vend à cet État du gaz en subside, soit beaucoup plus bas que le prix du marché. La justice égyptienne, en l'occurrence le tribunal administratif supérieur, a déclaré qu'il fallait revoir ces accords, mais le gouvernement n'en a rien fait, parce que, tout simplement, de plus en plus déstabilisé au plan intérieur, il a compris que son alliance avec Israël allait le servir. Et lorsque j'évoque l'alliance avec la droite israélienne, je vous en donne une illustration. Aux États-Unis, il existe une institution appelée AIPAC, signe anglais pour «Comité américano-israélien pour les affaires publiques, un lobby sioniste très fort, proche du Likoud. Après la guerre, il y a eu une tentative aux États-Unis de créer, parmi les juifs américains, un autre organe, moins extrémiste que l'AIPC qui serait plus favorable aux accords de paix et moins extrémiste. L'ambassade égyptienne a refusé de participer à la conférence fondatrice pour ne pas gêner l'AIPAC et donc le Likoud. C'est dire le lien particulièrement fort entre Israël et le pouvoir de Moubarak.

Tous ceux qui ne souhaitent pas voir Moubarak partir évoquent le souci de «stabilité dans la région» et la crainte de voir l'accession au pouvoir de l'islamisme. Quelle lecture faites-vous de ces arguments ?

Ces arguments sont sans fondement et je réfute totalement cette dichotomie. Nous autres, pays arabes, avons trop souffert de cette idée. On nous dit, et cela a toujours été le discours de Moubarak, que la seule alternative (à cette dictature, corrompue, tortionnaire, pro-américaine), c'est l'obscurantisme islamiste et du coup l'on a à choisir entre ces deux maux.

D'ailleurs, une partie importante de la gauche en Égypte et dans le monde arabe a accepté ce discours et a fini d'être implicitement aux côtés du régime au nom de la prétendue laïcité, parce qu'il n'y a pas de laïcité en Égypte. C'est dans le contexte de la dictature de Moubarak que les islamistes sont apparus comme une alternative crédible.

Justement, à propos des islamistes, notamment les Frères musulmans dont vous dites qu'ils apparaissent comme une alternative crédible aux yeux des Égyptiens – de l'extérieur aussi d'ailleurs –, quel est votre analyse de cette perception, vous homme de gauche ?

Il est clair que les Frères musulmans sont la force la plus large et la plus

organisée en Égypte, personne ne peut le nier. Mais, ils sont depuis longtemps rentrés dans le jeu politique et déclarent, même si cela est très ambigu, qu'ils ne sont pas pour un État religieux mais pour un État civil.

Parallèlement, et c'est en cela qu'il y a ambiguïté, ils revendiquent que les référents soient religieux et s'appuient d'ailleurs pour le faire sur l'article 2 de la Constitution actuelle de l'Égypte, pays prétendument laïque, qui proclame que la Charia est la source principale de la législation. Bien sûr, je ne les défends pas mais les Frères musulmans veulent simplement «mettre en œuvre ce qui est dans la Constitution». Ceci étant dit, étant laïque, je considère que cette diabolisation des islamistes ne nous sert pas et nous le vérifions tous les jours sur le terrain. Nous sommes dans le contexte d'une révolution vraiment populaire.

Les Frères musulmans disent eux-mêmes qu'ils font partie de l'opposition, mais ils n'en ont pas le monopole ; ils ne sont pas toute l'opposition. Le peuple a faim de liberté et de justice en Égypte. Si cette révolution aboutit, on va vraiment voir le poids réel des islamistes et je pense, quant à moi, que c'est la force la plus forte mais qui n'est pas majoritaire. Il y a aussi, et ce n'est pas négligeable, le contexte actuel qui est celui d'une révolution qui a sa propre logique de radicalisation. Par exemple, la gauche militante, numériquement plus faible eu égard au climat dans le pays et à la nature de son discours, cette gauche, dans un contexte révolutionnaire, peut avoir plus d'influence qu'elle n'en a aujourd'hui.

Pour ce qui est de l'islamisme, ne faites-vous pas abstraction de sa connexion à l'islamisme à l'échelle internationale dans votre analyse ?

L'islamisme est une affiche trop large. Je ne vois pas grand-chose de commun entre une organisation terroriste comme Al Qaïda, d'un côté, et le Hezbollah libanais, de l'autre, qui, lui, a un discours particulièrement anti-impérialiste. Ce n'est pas, non plus, le même islamisme dominant, obscurantiste, qui sévit en Arabie saoudite mais qui est paradoxalement peu critiqué en Occident pour la seule raison que le régime saoudien est pro-occidental. On ne peut généraliser ainsi et considérer l'islamisme comme un bloc.

En Égypte, depuis une dizaine d'années, particulièrement avec les mobilisations populaires actuelles, une partie importante de la gauche a entamé de nouvelles approches de l'islamisme.